



Caisse d'allocations familiales de Loire-Atlantique, **Nantes**

Après la débâcle de sa liste aux Européennes, Macron a dissous l'Assemblée nationale. « Je veux vous redonner le choix », a-t-il dit. Tu parles ! Sous les grands airs, on voit très bien les calculs du politicien pyromane. Celui qui a pavé la voie à l'extrême droite menace maintenant de lui faire une passe décisive. Le « rempart contre l'extrême droite », après avoir mis en musique tous ses thèmes, s'appête à gouverner avec. Rien d'étonnant : l'un comme l'autre sont des défenseurs acharnés des intérêts du patronat.

PETITS ARRANGEMENTS ENTRE MEILLEURS ENNEMIS

Le ras-le-bol de sept ans de sa politique au service des riches, d'une politique de casse des services les plus essentiels à la population et d'attaques incessantes contre les travailleurs s'est traduit par le vote qui a sanctionné Macron et sa politique.

Mais difficile de s'en réjouir, car c'est l'extrême droite qui tire les marrons du feu, totalisant plus de 40 % des voix exprimées. Certes, l'abstention relativise ce résultat, mais ils sont bel et bien là, avec la recette habituelle des Le Pen-Bardella et autres Zemmour-Marion Maréchal : en pariant sur la haine de Macron, sagement débarrassée de toute haine du capitalisme, le système social qu'ils ont en commun. En la transformant au contraire en haine contre ses cibles déjà désignées, toujours les mêmes : étrangers, immigrés, femmes et minorités de genre, contre les travailleurs les plus exploités. Et en définitive contre toute la classe ouvrière.

NI LES ÉLECTIONS NI « L'UNION DE LA GAUCHE » NE FERONT RECULER LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

Les partis de gauche se sont lancés dans la course des Européennes en ordre dispersé, en ayant tous en tête le leadership pour l'élection présidentielle de 2027. Face à l'inquiétante vague brune, beaucoup espèrent les voir de nouveau s'unir pour l'endiguer. On peut comprendre l'inquiétude. Mais aucun « front populaire » ou « union de la gauche », dont les différentes moutures ont été responsables de la montée de l'extrême droite des dernières

décennies, ne pourront lui faire « barrage », et encore moins maintenant que leurs faibles scores les obligent, pour avoir des députés, à refaire alliance avec Macron, au second tour ou dès le premier.

LA NÉCESSITÉ D'UNE RIPOSTE DU MONDE DU TRAVAIL ET DE LA JEUNESSE

Oui, l'unité de ceux qui veulent lutter contre l'extrême droite et contre Macron est plus que jamais nécessaire. Mais lutter en commun, ce ne sera pas nous appuyer sur un bulletin commun dans l'urne, mais sur notre force collective, celle de notre nombre, de nos mobilisations. Refuser leur monde, porter la lutte là où nous sommes les plus forts. Dans la rue, en participant, en organisant des rassemblements et des manifestations. Dans les entreprises, faire levier avec notre rôle essentiel de travailleurs : nous faisons tourner toute la société, cela nous donne une force potentielle gigantesque.

Ces idées, ce sont celles que les listes des révolutionnaires ont défendues aux Européennes, en particulier notre liste, « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! ». Celles et ceux qui ont voté pour ces listes ont été peu nombreux, mais ils ont eu raison de le faire. Nous remercions bien sûr toutes celles et ceux qui, malgré le boycott des médias, ont voté pour la liste menée par Selma Labib et Gaël Quirante et nous les appelons à nous rejoindre, car il faut préparer les luttes dès aujourd'hui. Aucune élection n'a le pouvoir d'en finir avec le capitalisme. Mais nous pouvons y exprimer autre chose que la résignation ou l'illusion du « moins pire ». C'est pourquoi les révolutionnaires doivent constituer un pôle aux prochaines élections législatives. En tout cas, le NPA-Révolutionnaires fera tout pour en être.

Lundi 10 juin 2024

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DU NPA-R !



Marseille : grève pour les salaires à Carrefour

Les salariés du Carrefour Grand Littoral à Marseille étaient très majoritairement en grève samedi 8 juin. Mobilisés dès le petit matin pour bloquer la livraison, ils se sont fait voir et entendre dans la galerie commerçante toute la journée, à grands renforts de tambours et autres cornes de brume. « Les cadres nous aideraient presque : ils font une opération escargot en caisse, parce qu'ils ne savent pas y faire », ironisait une des grévistes sur le piquet. À l'origine du ras-le-bol : la dégradation de leurs conditions de travail (avec un gel des embauches et un recours massif aux contrats précaires) et de salaire depuis le passage en location-gérance il y a deux ans. « On ne travaille plus que pour manger, dormir et venir travailler. » Comble de l'affront, dans les différents magasins de la région dépendant de la même gérance (Label'Vie), la prime de participation aux bénéfices a été très inégalitaire : à peine 150 euros pour les salariés de Grand Littoral, mais de l'ordre de 1500 euros pour celles et ceux de Port-de-Bouc ou de Bonneveine... et rien du tout pour les salariés de Vitrolles ! Comme ceux de Vitrolles qui s'étaient mobilisés en début de semaine, les grévistes promettent de ne pas en rester là : ils réclament une prime de 1500 euros pour toutes et tous, et une augmentation de salaire de 10 % pour suivre l'inflation.

Les riches toujours plus riches

Le rapport sur les riches en France, que vient de rendre public l'Observatoire indépendant des inégalités, montre qu'ils sont toujours plus riches. Ce qui n'étonnera personne. Le 1 % le plus riche de la population captait 7,7 % de l'ensemble des revenus avant impôts au début des années 1980. Cette part atteint 12,7 % en 2022, soit une augmentation de 65 %. Entre 2010 et 2021, la part des 10 % les plus fortunés est passée de 41 % à 47 % de l'ensemble du patrimoine des ménages et ils reçoivent 35 % de l'ensemble des revenus avant impôts. Autre exemple : le poids des 500 plus grandes fortunes a progressé de 844 % en 20 ans. La fortune (212 milliards d'euros) de Bernard Arnault, le patron du groupe de luxe LVMH et l'homme le plus riche du monde, est équivalente à la valeur de l'ensemble des logements de Marseille et de Nantes. Il est plus que temps d'exproprier ces parasites qui vivent et s'enrichissent sur notre dos.

Nouvelle-Calédonie : un jeune Kanak tué d'une balle dans la tête

Dans un communiqué publié le samedi 8 juin, le procureur de la République Yves Dupas a annoncé qu'un homme de 26 ans, blessé lundi lors d'une fusillade impliquant des gendarmes, est mort vendredi d'une balle dans la tête. Le drame s'est déroulé dans le secteur du col de la Pirogue, à Païta, un point névralgique sur la route menant de Nouméa à l'aéroport international, longtemps bloquée par les indépendantistes. Les gendarmes invoquent, comme toujours, la légitime défense, l'homme se trouvant dans un pick-up qui les aurait percutés. Mais les militants indépendantistes locaux de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) ont donné une autre version des faits. Selon eux ce sont des automobilistes qui ont profité du déblaiement de la route par les forces de l'ordre pour passer « à vive allure en ouvrant le feu avec des balles réelles sur nos jeunes positionnés aux abords de la route ». Et ils accusent les milices loyalistes de ce crime. Quoi qu'il en soit, c'est la huitième personne à perdre la vie depuis le début de la révolte, des morts à mettre au bilan de la politique néocoloniale de la France.

Pénurie de médicaments : ça s'aggrave !

Depuis plusieurs mois, les pharmaciens alertent sur la pénurie de milliers de médicaments comme l'amoxicilline (un antibiotique), les traitements contre les troubles de l'attention, les anti-diabétiques... C'est désormais également le cas de la Ventoline, un spray utilisé notamment par des personnes souffrant d'asthme et d'allergies saisonnières. Elles seraient au nombre de quatre millions. Cette rupture de stock intervient alors qu'une vague d'allergies au pollen touche quasiment tout le pays. Ce médicament est fabriqué par GSK, une multinationale britannique et l'un des dix géants de l'industrie pharmaceutique mondiale. Les causes de cette pénurie s'expliquent notamment par le prix jugé trop bas de la Ventoline, par rapport aux pays voisins, pour être un marché « attractif » pour BigPharma. D'un point de vue marchand, ce médicament n'est pas assez rentable et tant pis pour les patients qui en ont besoin. Profit capitaliste et santé publique ne font pas bon ménage.